

L'erreur de calcul du Hezbollah

jeudi 3 octobre 2024, par [ACHCAR Gilbert](#) (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2024).

Le parti est tombé dans le piège que lui avait tendu Israël, en insistant pour continuer à échanger des tirs avec l'État sioniste « jusqu'à un cessez-le-feu à Gaza », alors qu'il devenait clair que le poids de la bataille se déplaçait de la bande de Gaza ravagée vers le Liban.

La semaine dernière, nous nous demandions « si l'escalade soudaine de ce que nous avons appelé la "stratégie d'intimidation israélienne" prélude à une agression à grande échelle contre le Liban qui comprendrait des bombardements intensifs aveugles de toutes les zones où le Hezbollah est présent, y compris la banlieue sud densément peuplée de Beyrouth ». Cela nous amena à une autre question : le président américain Biden « fera-t-il suffisamment pression sur Netanyahu pour empêcher une guerre [...] ou bien soutiendra-t-il une fois de plus l'entreprise criminelle de son ami, voire même en exprimant regret et rancœur afin d'esquiver le blâme de la manière hypocrite qui est habituellement la sienne et celle de son secrétaire d'État Blinken ? » (« [Réflexions stratégiques sur l'escalade de l'intimidation israélienne au Liban](#) », 24/9/2024).

La réponse à ces deux questions interdépendantes ne s'est pas fait attendre : le ministère israélien de l'Aggression (faussement appelé ministère de la « Défense ») a annoncé mercredi dernier que son directeur général avait reçu un nouveau paquet d'aide d'une valeur de 8,7 milliards de dollars lors de sa visite au commandement militaire américain au Pentagone. Le ministère a commenté en disant que cela confirmait « le partenariat stratégique fort et durable entre Israël et les États-Unis et l'engagement à toute épreuve envers la sécurité d'Israël ». Deux jours plus tard, dans la nuit de vendredi, l'assaut en cours des forces armées sionistes contre le Hezbollah culminait avec l'assassinat du secrétaire général du parti, Hassan Nasrallah, et de plusieurs de ses dirigeants, achevant ce qui s'est avéré être une décapitation systématique du Hezbollah après avoir saboté son réseau de communication, en prélude à de nouvelles étapes sur la voie d'un assaut global sur les zones dominées par le parti, assaut qui a inclus jusqu'à présent des bombardements intensifs et concentrés et l'expansion progressive d'une invasion au sol qui, selon les sources israéliennes, devrait rester « limitée ».

Il devient clair ainsi que l'appel de l'administration américaine à un cessez-le-feu de trois semaines entre le Hezbollah et l'État sioniste, lancé sur incitation française et annoncé conjointement avec Paris, n'était nullement sincère, n'étant accompagné d'aucune pression américaine réelle. Il convient de noter à cet égard que le *Washington Post* a publié mercredi dernier une enquête montrant que les opinions au sujet du cessez-le-feu divergeaient au sein de l'administration Biden, certains de ses membres voyant dans l'escalade militaire israélienne « un moyen potentiellement efficace de dégrader le groupe militant libanais ». La réponse de l'administration à l'assassinat de Hassan Nasrallah, à commencer par Biden lui-même, a été d'applaudir l'opération et d'en faire l'éloge, la décrivant comme « une mesure de justice », et ce en qualifiant le Hezbollah et son secrétaire général de terroristes. Cette réaction a confirmé la complicité militaire et politique totale de Washington dans l'agression en cours contre le Liban, après sa complicité flagrante dans la guerre génocidaire en cours à Gaza.

L'hypocrisie de l'administration Biden a atteint avec cela un nouveau point bas, l'étiquetage du parti libanais comme organisation terroriste contrastant fortement avec les négociations qu'elle mène avec lui depuis plusieurs mois à la recherche de ce qu'elle a appelé une « solution diplomatique » au conflit entre lui et l'État sioniste. Comment Washington pouvait-il négocier avec une « organisation terroriste », par la médiation du président du Parlement libanais Nabih Berri, allié politique (mais pas militaire) du Hezbollah, et chercher un règlement diplomatique avec une telle organisation ? Cela sans parler du fait qu'il n'y a aucun type d'acte qui pourrait être qualifié de terroriste que l'État sioniste n'a pas commis avec une intensité et une brutalité meurtrière qui surpassent tout ce que Washington a décrit et continue de décrire comme terroriste (en ignorant ce qu'il a lui-même commis, bien entendu).

Voici une fois de plus, après la guerre génocidaire en cours à Gaza, une justification sournoise apportée à une guerre visant à éradiquer une organisation de masse qui a des élus au parlement et supervise un vaste appareil civil quasi-étatique, en la qualifiant dans son ensemble de terroriste, sans même faire de distinction entre son aile militaire et ses institutions civiles. Contrairement au cas du Hamas, dont l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » a été largement exploitée pour lui coller cette étiquette, le Hezbollah, sous la direction de Hassan Nasrallah, n'a commis aucun acte qui pourrait être qualifié de terroriste au sens d'attaquer délibérément des civils ou des non-combattants israéliens ou américains. Du coup, on a rappelé les attentats de 1983 qui visaient l'ambassade des États-Unis, et les forces américaines et françaises participant à la « Force multinationale » au Liban, et on a même attribué ces attentats à Hassan Nasrallah, qui n'était pas membre de la direction du parti à l'époque et n'avait que 23 ans ! En réalité, Nasrallah a supervisé la transformation du parti vers l'engagement dans la vie politique libanaise avec sa participation pour la première fois aux élections législatives en 1992, l'année où il a assumé le poste de secrétaire général.

Nous avons montré la semaine dernière comment le calcul du Hezbollah menant à la conduite d'une bataille limitée contre Israël en soutien à Gaza avait commencé à se retourner contre lui, au point où il s'est retrouvé « piégé dans une dissuasion mutuelle, mais inégale » avec l'armée sioniste. En vérité, le parti est tombé dans le piège que lui avait tendu Israël, en insistant pour continuer à échanger des tirs avec l'État sioniste « jusqu'à un cessez-le-feu à Gaza », alors qu'il devenait clair que le poids de la bataille se déplaçait de la bande de Gaza ravagée vers le Liban. Il aurait été plus indiqué pour le parti d'annoncer publiquement son acceptation de l'appel franco-américain à un cessez-le-feu de trois semaines (d'autant plus qu'il avait un besoin urgent de reprendre son souffle et de restaurer son appareil de direction après l'explosion de son réseau de communication) et la cessation des opérations militaires de sa part, ce qui aurait mis le gouvernement sioniste dans l'embarras et l'aurait exposé à d'intenses pressions internationales pour faire de même.

Ces derniers jours ont montré que la perception par le Hezbollah de la « dissuasion mutuelle » entre lui et l'État sioniste ne tenait pas suffisamment compte de la nature inégale de cette dissuasion (une erreur de calcul similaire à celle du Hamas, bien que beaucoup moins grave), et que sa perception de l'engagement de son parrain à Téhéran à le défendre était également illusoire, l'Iran n'ayant répondu aux attaques répétées qu'Israël a lancées directement contre lui qu'une seule fois, en avril dernier, et cela d'une manière presque symbolique.

Il semble que le Hezbollah ait confirmé sa volonté de revenir à la mise en œuvre de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU de 2006, qui appelle au retrait de ses forces au nord du fleuve Litani, reconnaissant ainsi l'inégalité des forces entre lui et l'État sioniste et acceptant la condition imposée par la médiation américaine. Cette volonté a été confirmée par le Premier ministre libanais par intérim, Najib Mikati, à l'issue de sa rencontre avec Nabih Berri. Il convient dès lors de s'interroger sur l'utilité d'insister pour continuer à se battre jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu soit conclu à Gaza, offrant ainsi au gouvernement sioniste un prétexte pour intensifier son assaut contre le Liban, et contre le Hezbollah en particulier.

Traduction de ma tribune hebdomadaire dans le quotidien de langue arabe, [Al-Quds al-Arabi](#), basé à Londres. Cet article est paru le 1^{er} octobre en ligne et dans le numéro imprimé du 2 octobre. Vous pouvez librement le reproduire en indiquant la source avec le lien correspondant.

Gilbert Achcar

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Le Club de Mediapart

<https://blogs.mediapart.fr/gilbert-achcar/blog/021024/l-erreur-de-calcul-du-hezbollah>